

Interview : Les demandes des Suisses de l'étranger ne sont pas assez prises en compte!

Autor(en): **Engel, Barbara / Guldimann, Tim**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **42 (2015)**

Heft 3

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912083>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

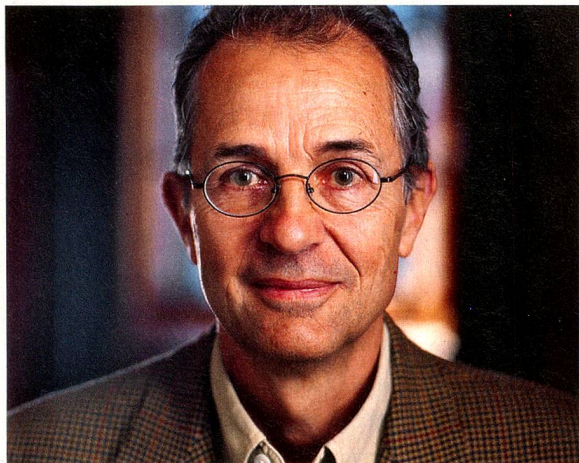
Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les demandes des Suisses de l'étranger ne sont pas assez prises en compte!

Ambassadeur depuis cinq ans à Berlin, Tim Guldemann est bien connu du corps diplomatique suisse.

Il s'apprête à quitter ses fonctions pour relever un nouveau défi: se lancer en politique.



INTERVIEW: BARBARA ENGEL

«REVUE SUISSE»: Le 29 mai, vous mettez fin à une longue carrière de diplomate suisse. Quelle a été votre mission la plus compliquée?

TIM GULDIMANN: Ma mission la plus difficile a été celle du Kosovo, la plus spectaculaire, celle de Tchétchénie, où j'ai joué le rôle d'intermédiaire pour le cessez-le-feu et l'organisation des élections, et la plus passionnante celle d'Iran, où je suis resté cinq ans pour y représenter les intérêts des États-Unis.

Pourquoi avez-vous interrompu votre carrière diplomatique à la fin des années 80?

À la fin de la Guerre froide, j'espérais assister à un envol de la politique européenne, y compris en Suisse, et l'immobilisme agité dans lequel nous sommes restés bloqués m'a déçu.

J'ai rejoint le Département de l'intérieur, au service de politique scientifique. J'ai réintégré le DFAE fin 1995 lorsque Heidi Tagliavini, qui rentrait alors de son mandat en Tchétchénie pour l'OSCE, est venue me chercher pour me demander d'aller en Tchétchénie, où nous avions besoin de quelqu'un parlant le russe.

On entend dire que les relations entre l'Allemagne et la Suisse se seraient détériorées ces dernières années. Est-ce aussi votre avis en tant qu'ambassadeur?

Notre relation est très solide, et en réalité presque indestructible parce que les Allemands aiment les Suisses. Je ne sais pas si l'inverse est toujours vrai. Nous avons certes eu des différends dans le domaine fiscal, mais ils sont à présent réglés grâce à la suppression du secret bancaire. Aujourd'hui, le problème majeur, c'est la limitation de l'immigration que nous avons annoncée. Elle pourrait aussi concerner les frontaliers allemands et nuit globalement à notre relation avec l'UE. En outre, le bruit des avions dans le sud du Bade-Wurtemberg mécontente toujours beaucoup de gens.

Après votre démission fin mai, vous voulez entrer en politique?

Oui, c'est ce que je souhaite. Le PS International m'a proposé comme candidat aux élections du Conseil national. Le 29 mai, je rangerai mon bureau d'ambassadeur à Berlin et le 30, les délégués du PS du canton de Zurich décideront s'ils m'inscrivent sur leur liste.

Vous souhaitez donc siéger au parlement à Berne comme Suisse de l'étranger?

Tout à fait. Je vais rester à Berlin et, si je suis élu, je défendrai les demandes de la Cinquième Suisse. Mais je me sens aussi concerné par le canton de Zurich et les demandes du PS cantonal.

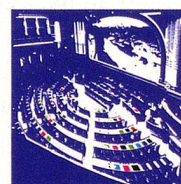
Dans la «Revue Suisse» d'avril, Stephanie Baumann, qui a été élue au Conseil national comme Suissesse de l'étranger, expliquait que ce mandat était une tâche quasi impossible.

Je ne pourrai évidemment pas représenter les 730 000 Suisses de l'étranger. Mais, premièrement, les demandes de la Cinquième Suisse ne sont pas assez prises en compte aujourd'hui et méritent une bien plus grande considération dans notre politique. Deuxièmement, mon regard extérieur sur notre pays devrait me permettre d'apporter une contribution utile aux discussions de politique intérieure. Les Suisses de l'étranger s'identifient surtout au pays dans son ensemble alors que ceux de l'intérieur s'identifient plus à leur canton ou à leur région, comme le montrent par exemple les débats sur les cours de français en Suisse alémanique.

Vous dites que le parlement ne prend pas suffisamment en compte les demandes des Suisses de l'étranger. Pouvez-vous préciser?

Je pense aux demandes concrètes concernant l'AVS facultative, l'assurance maladie, la possibilité d'avoir un compte bancaire en Suisse ou l'introduction du vote électronique dans tous les cantons.

Tim Guldemann est né à Zurich en 1950. Il a étudié l'économie et les sciences politiques. Il est entré au service diplomatique en 1982. Les plus grandes étapes de sa carrière l'ont mené en Égypte, en Tchétchénie, en Croatie, en Iran et au Kosovo. Il est ambassadeur à Berlin depuis 2010. Fin mai, il quittera le service diplomatique. Il est marié à une journaliste allemande, il est père de deux filles et se fixera à Berlin.



ÉLECTIONS
2015

BARBARA ENGEL EST RÉDACTRICE EN CHEF
À LA «REVUE SUISSE»